



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

lutte et prévention

Question au Gouvernement n° 2097

Texte de la question

JEUX EN LIGNE

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gaëtan Gorce. A l'évidence, monsieur le Premier ministre, nous ne tirons pas les mêmes conséquences du scrutin régional. La France qui a voté le 21 mars est une France inquiète pour son avenir. C'est une France troublée par l'incohérence de la politique du Président de la République.

M. Richard Mallié. Non, par l'incohérence de l'opposition ! Ce n'est pas pareil !

M. Gaëtan Gorce. C'est aussi une France choquée par une pratique indécente du pouvoir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Dix jours à peine après ce scrutin, n'avez-vous d'autre réponse à apporter qu'un remaniement qui vise plus à répondre aux difficultés de la majorité qu'à celles des Français ? N'avez-vous d'autre réponse à apporter que le maintien du bouclier fiscal ? N'avez-vous d'autre réponse à apporter qu'une loi sur les jeux en ligne, qui est une sorte de raccourci par l'absurde de ce qu'est votre politique, puisqu'il s'agit de légaliser les profits de sociétés de jeux qui prospèrent déjà en toute impunité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

L'argent, toujours l'argent ! Oh, pas l'argent tiré de son travail ou du mérite : non, l'argent facile pour ceux qui en ont déjà ! Voilà le fil directeur de votre politique !

Pour ce qui nous concerne, nous considérons que la réponse est ailleurs, dans une République forte où chacun serait respecté, à commencer par l'opposition dans cet hémicycle. Elle est dans une France sociale qui soutient et encourage tous les Français. Elle est dans une République décente où le pouvoir ne se mesure pas aux avantages que l'on peut distribuer à ses amis.

Monsieur le Premier ministre, face à la colère et à l'angoisse d'une majorité de Français, allez-vous continuer à mettre en oeuvre une politique qui ne bénéficie qu'à une toute petite minorité, une minorité que l'on peut compter sur un carnet d'adresses ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État*. Monsieur le député, vous avez hier tenté le coup d'HADOPI : on se cache sous la moquette et on arrive au moment opportun pour essayer de ne passer outre le fait majoritaire. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. Vous avez triché avec le règlement, avec la complicité du président !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Vous avez tenté une nouvelle opération sur ce projet de loi relatif aux jeux, dont l'objectif, rappelons-le, est simple : lutter contre l'addiction, protéger les mineurs, lutter contre le blanchiment, fixer des règles avant la Coupe du monde.

Ne rien faire, ce qui est la ligne que vous avez défendue hier, et depuis toujours, c'est favoriser la liberté du renard dans le poulailler. Nous, nous considérons qu'il n'y a pas de liberté sans règles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean Glavany. Le fils Balkany aura les poches pleines !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Au lendemain des régionales, vous avez quelques fourmis dans les jambes.

M. Jean-Claude Perez. D'autres en ont dans la tête !

M. François Baroin, *ministre du budget*. Vous avez tenté de jouer hier, et vous avez perdu. Vous avez été mauvais perdants. Le respect du fait majoritaire, c'est que lorsque la majorité est unie sur un sujet, on ne joue pas avec des artifices de règlement pour remporter une victoire à la Pyrrhus, pour tenter un coup auprès de l'opinion. Permettez-moi ce conseil : quand on veut jouer, il faut savoir accepter de perdre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - " Tricheurs ! Tricheurs ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2097

Rubrique : Jeux et paris

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er avril 2010